

**COMMUNE DE PLOUGRESCANT
COTES D'ARMOR**

**-----
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
-----**

**Séance ordinaire du 31 Mars 2017
-----**

**DATE DE CONVOCATION : 24/03/2017 MEMBRES EN EXERCICE : 15 MEMBRES PRESENTS OU REPRESENTES (VOTANTS) : 14
-----**

L'an deux mille dix-sept, le trente et un mars à dix huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de PLOUGRESCANT légalement convoqué, s'est assemblé à la Mairie, en présence d'Anne-Françoise PIEDALLU, Maire.

PRESENTS : Anne-Françoise PIEDALLU, Maire; Gilbert RANNOU, Gérard COUILLABIN, Jean NEUKUM, Adjoint; Roland PATEZOUR, Gérard PONGERARD, Marie-Françoise ALLAIN, Véronique LE CALVEZ, Nathalie URVOAS, Marie-Thérèse PRIGENT, Jean-François CORRE, Cécile MILON.

POUVOIRS : Cécile MILON a les pouvoirs de Cécile HERVE.
Marie-Thérèse PRIGENT a les pouvoirs de Roger KERAMBRUN.

ABSENT(E) : Philippe DERRIEN.

Secrétaire de Séance : Nathalie URVOAS.

**Objet : Autorisation de poursuivre la procédure de REVISION DU P.O.S./ELABORATION DU PLU
engagée par la commune de PLOUGRESCANT par Lannion-Trégor Communauté**

Depuis le 27 Mars 2017, Lannion-Trégor Communauté est compétente en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de cartes communales.

Depuis le 06/02/2015, la commune de PLOUGRESCANT a engagé une procédure de **REVISION DU P.O.S./ELABORATION DU PLU** qui est toujours en cours à la date du 27 Mars.

La Loi ALUR a prévu que, dans le cas d'un transfert de la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, la communauté d'Agglomération une fois compétente puisse achever la procédure engagée avant le transfert de la compétence par la commune, si cette dernière en donne son accord au préalable. Cet accord relève d'une délibération communale.

Cette disposition a été retranscrite dans le code de l'urbanisme à l'article L 153-9 du code de l'urbanisme :

- *L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au 1° de l'article [L. 153-8](#) peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Lorsque la procédure a été engagée par une commune, l'accord de celle-ci est requis. L'établissement public de coopération intercommunale se substitue de plein droit à la commune ou à l'ancien établissement public de coopération intercommunale dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.*

VU l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose que l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert de compétences, aux communes qui le composent dans leurs délibérations et tous les

actes. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de la personne morale aux contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant. La commune qui transfère la compétence informe les cocontractants de cette substitution. »

- VU la loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
- VU Le transfert de la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale à Lannion-Trégor Communauté en date du 27 Mars 2017
- VU L'article L 153-9 du code de l'Urbanisme
- VU la délibération de la commune en date du 06/02/2015 prescrivant la révision du P.O.S./élaboration du Plan Local d'Urbanisme.
- VU le débat du PADD par le conseil municipal en date du 27/05/2016
- VU l'arrêt du projet par le conseil municipal en date du 18/11/2016

CONSIDERANT la liste présentée en annexe répertoriant les contrats, conventions et marchés en cours,

CONSIDERANT qu'il est précisé que tout oubli potentiel d'un acte cette liste n'empêche pas celui-ci de continuer à exister

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DONNE son accord à Lannion-Trégor Communauté afin de poursuivre la procédure de REVISION DU P.O.S./ELABORATION DU PLU, engagée avant le transfert de compétence par la commune de PLOUGRESCANT

APPROUVE les avenants de transfert au 27 Mars 2017 pour les contrats, avenants et marchés préalablement conclus et relevant de la compétence transférée à Lannion-Trégor Communauté

AUTORISE Madame Le Maire, ou son représentant, à signer lesdits avenants.

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Anne-Françoise PIEDALLU.

